

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1925.

Projet de loi

approuvant la Convention conclue à Washington le 9 décembre 1925 entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique et relative à la répression de la contrebande des boissons alcooliques près des côtes des États-Unis.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'application des lois en vigueur aux États-Unis sur les boissons alcooliques (Prohibition Act), et spécialement les mesures prises à l'égard des navires étrangers pour la répression de l'introduction frauduleuse des spiritueux par la voie de mer, entraînent pour ces navires de grandes difficultés; l'extension que donnent les Autorités des États-Unis au droit de visite et de saisie dans les eaux territoriales peut notamment donner lieu à des complications graves.

Afin d'arriver à un règlement amiable des conflits de l'espèce qui pourraient naître quelque jour, la Grande-Bretagne, d'abord, la France et d'autres États maritimes ensuite, ont conclu avec les États-Unis des Traités ou des Conventions réglant cette matière spéciale et instituant notamment l'arbitrage en cas de conflit.

La Belgique a suivi cet exemple et la Convention qu'elle a conclue s'inspire des mêmes principes que ceux qui ont présidé à l'élaboration des Traités ou des Conventions intervenus précédemment entre les États-Unis et d'autres Nations maritimes. Cette Convention est conclue pour un an; sa dénonciation ou toute proposition de modification doit être introduite trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, sinon la Convention demeure en vigueur, par tacite reconduction, pour un terme d'une nouvelle année et ainsi de suite, automatiquement.

Nous avons la confiance que vous approuverez cette Convention qui est de nature à sauvegarder les intérêts belges en cause.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

*Le Ministre des Chemins de Fer, Marine,
Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,*

E. ANSEELE.

Convention.

Sa Majesté le Roi des Belges et le Président des États-Unis d'Amérique, désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient survenir entre leurs pays relativement aux lois en vigueur aux États-Unis sur le sujet des boissons alcooliques, ont décidé de conclure une convention à cette fin et ont désigné pour être leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES;

M. le Baron DE CARTIER DE MARCHELLE, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté aux États-Unis d'Amérique; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, Secrétaire d'État des États-Unis.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties Contractantes réservent respectivement leurs droits et revendications quant à l'étendue de leur juridiction territoriale, sans que l'arrangement actuel y porte préjudice.

ARTICLE 2.

1° Sa Majesté le Roi des Belges accepte que la Belgique n'élève aucune objection à ce que les navires privés, sous pavillon belge, soient abordés, en dehors des limites des eaux territoriales, par les autorités des États-Unis, leurs territoires ou possessions, afin que des questions puissent être posées aux personnes se trouvant à bord et qu'un examen soit fait des papiers de bord, en vue de vérifier si le navire ou les personnes à bord, s'efforcent d'importer ou ont importé des boissons alcooliques aux États-Unis, leurs territoires ou possessions contrairement aux lois qui y sont en vigueur. Lorsque de telles questions et examen donneront des causes raisonnables de suspicion, une visite du navire pourra être effectuée.

2° S'il existe une cause raisonnable de croire que le navire a commis ou est en train de commettre ou d'essayer de commettre une infraction aux lois des États-Unis, leurs territoires ou possessions, prohibant l'importation de boissons alcooliques, le navire pourra être saisi et conduit dans un port des États-Unis, leurs territoires ou possessions, pour qu'il en soit décidé conformément aux dites lois.

3° Les droits conférés par cet article ne seront pas exercés à une distance de la côte des États-Unis, leurs territoires ou possessions, supérieure à celle qui peut être traversée en une heure par le navire suspecté de tâcher de commettre cette infraction. Dans le cas, toutefois, où l'intention serait que le liquide fut transporté aux États-Unis, leurs territoires ou possessions par un navire autre que celui qui aurait été abordé ou visité, ce serait la vitesse de cet autre navire et non celle du navire abordé qui servirait à déterminer la distance à partir de la côte jusqu'où le droit dérivant de cet article pourrait être exercé.

ARTICLE 3.

Aucune pénalité ou confiscation d'après les lois des États-Unis ne sera applicable aux liqueurs alcooliques ou aux navires ou personnes, en raison du transport de telles liqueurs quand lesdites liqueurs seront inscrites comme approvisionnements de mer ou comme cargaison destinée à un port en dehors des États-Unis, leurs territoires ou possessions, à bord de navires belges voyageant vers un port des États-Unis, leurs territoires ou possessions, ou en venant, ou traversant les eaux territoriales ; et un tel transport sera considéré comme il est actuellement prescrit par la loi pour ce qui regarde le transit de telles liqueurs par le Canal de Panama, pourvu que lesdites liqueurs soient maintenues sous scellé, de manière continue, pendant le temps que le navire demeurera dans lesdites eaux territoriales et qu'aucune partie desdites liqueurs ne soit en aucun lieu ou moment débarquée aux États-Unis ou leurs territoires ou possessions.

ARTICLE 4.

Toute demande par un navire belge, de compensation, fondée sur une perte ou dommage qu'il aurait subis par suite d'un exercice indu ou déraisonnable des droits conférés par l'article 2 de cette convention ou sur le fait qu'il n'aurait pas été admis au bénéfice de l'article 3, sera référée pour examen conjoint à deux personnes, chacune des Hautes Parties Contractantes désignant l'une d'elles.

Suite sera donnée aux recommandations contenues dans tout semblable rapport conjoint. Si l'entente n'a pu se faire sur aucun rapport conjoint, la réclamation sera soumise à un tiers arbitre choisi par les deux Gouvernements ; si l'accord ne pouvait se faire entre eux sur le choix de cet arbitre, elle sera soumise à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye décrite dans la convention pour le règlement pacifique des différends internationaux, conclue à La Haye, le 18 octobre 1907. Le tribunal arbitral sera constitué conformément à l'article 87 (chapitre IV) et à l'article 59 (chapitre III) de ladite Convention. La procédure sera réglée d'après telles parties du chapitre IV et du chapitre III de ladite convention (attention spéciale étant prêtée aux articles 70 et 74, mais les articles 53 et 54 étant exclus) que le tribunal pourra considérer comme applicables et comme cadrant avec les dispositions de cet arrangement. Toutes les sommes d'argent qui pourront être accordées par le tribunal à cause d'une réclamation seront payées dans les dix-huit mois après la date de la décision finale, sans intérêts et sans déduction, sauf ainsi qu'il va être spécifié. Chaque Gouvernement pourvoira à ses propres dépenses. Les dépenses du tribunal seront couvertes par une déduction proportionnelle du total des sommes allouées par lui, au taux de cinq pour cent sur lesdites sommes, ou à tels taux moins élevés sur lesquels les deux Gouvernements pourraient tomber d'accord ; le déficit, s'il y en avait, serait couvert par moitiés égales par les deux Gouvernements.

ARTICLE 5.

Cette convention sera soumise à ratification et demeurera en vigueur pendant une période d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

Trois mois avant l'expiration de ladite période d'une année, l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes pourra donner avis de son désir de proposer des modifications aux termes de la convention.

Si l'accord ne s'est pas fait sur les modifications avant l'expiration du terme sus-indiqué d'une année, la convention prendra fin.

Si aucun avis n'est donné de l'une ou l'autre part, du désir de proposer des modifications, la convention demeurera en vigueur pour une autre année, et ainsi de suite automatiquement; mais toujours sous le bénéfice, pour chaque telle période d'un an, du droit pour chaque partie de proposer, comme il est spécifié plus haut, des modifications à la convention, trois mois avant son expiration et sous bénéfice de la clause suivant laquelle, si l'entente ne s'est pas faite relativement à de telles modifications avant l'achèvement de la période d'un an, la convention prendra fin.

ARTICLE 6.

Au cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes serait empêchée par une décision judiciaire ou par une action législative de donner plein effet aux clauses de la présente convention, ladite convention prendrait fin automatiquement, et, en un tel cas ou au moment, quel qu'il soit, où cette convention cessera d'être en vigueur, chacune des Hautes Parties Contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si cette convention n'avait pas été conclue.

La présente convention sera dûment ratifiée par Sa Majesté le Roi des Belges conformément aux lois constitutionnelles de la Belgique et par le Président des États-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat des États-Unis; et les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double exemplaire, en langues française et anglaise et y ont apposé leurs cachets.

Fait en la cité de Washington, ce neuf décembre mil neuf cent vingt-cinq.

BARON DE CARTIER DE MARCHENNE.
FRANK B. KELLOGG.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1926.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomst gesloten te Washington op 9 December 1925 tusschen België en de Vereenigde Staten van Amerika en betrekking hebbend op de onderdrukking van den smokkelhandel in alcoholische dranken nabij de kusten der Vereenigde Staten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De toepassing der in de Vereenigde Staten van kracht zijnde wetten op de alcoholische dranken (Prohibition Act), en inzonderheid de maatregelen jegens de vreemde vaartuigen genomen voor de onderdrukking van het binnensmokkelen van geestrijke dranken over zee, hebben voor deze vaartuigen groote moeilijkheden ten gevolge ; de uitbreiding welke de Overheden der Vereenigde Staten geven aan het recht tot onderzoek en inbeslagneming binnen de territoriale wateren kan inzonderheid tot ernstige verwikkelingen aanleiding geven.

Ten einde tot eene minnelijke regeling te komen van dergelijke geschillen die ten eenigen tijde zouden kunnen ontstaan, hebben eerst Groot-Brittannië, daarna Frankrijk en andere zeevarende Staten, met de Vereenigde Staten Verdragen of Overeenkomsten gesloten welke deze bijzondere kwestie regelen en waarbij inzonderheid de scheidsrechterlijke regeling in geval van geschil wordt ingesteld.

België heeft dit voorbeeld gevolgd en de Overeenkomst die het gesloten heeft gaat uit van dezelfde beginselen als die welke gegolden hebben bij het opmaken der vroeger tusschen de Vereenigde Staten en andere zeevarende Naties aangegane Verdragen of Overeenkomsten. Deze Overeenkomst is gesloten voor een jaar ; hare opzegging of elk voorstel tot wijziging moet drie maanden voor het verstrijken van dit tijdperk van één jaar worden ingediend, zooniet blijft de Overeenkomst, door stilzwijgende hernieuwing, voor een termijn van een nieuw jaar en zoo voorts, automatisch van kracht.

Wij vertrouwen dat gij deze Overeenkomst, die van aard is de betrokken Belgische belangen te vrijwaren, zult goedkeuren.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen,
Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Overeenkomst.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en de President der Vereenigde Staten van Amerika, wenshende alle moeilijkheden te vermijden die zouden kunnen ontstaan tusschen hunne landen betreffende de in de Vereenigde Staten van kracht zijnde wetten aangaande de alcoholische dranken, hebben besloten te dien einde eene overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Baron DE CARTIER DE MARCIIENNE, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van Zijne Majesteit in de Vereenigde Staten van Amerika, en

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

den heer Frank B. KELLOGG, Staatssecretaris der Vereenigde Staten,

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, aangaande de volgende artikelen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen behouden respectievelijk hunne rechten en eischen voor wat betreft de uitgestrektheid van hunne territoriale rechtsmacht, zonder dat er door deze schikking afbreuk aan wordt gedaan.

ARTIKEL 2.

1^o Zijne Majesteit de Koning der Belgen aanvaardt dat er door België geen bezwaren zullen worden geopperd tegen het feit dat de overheden van de Vereenigde Staten, van hunne grondgebieden of bezittingen, langs zijde komen van particuliere vaartuigen, onder Belgische vlag buiten de grenzen der territoriale wateren, ten einde vragen te kunnen stellen aan de personen die zich aan boord bevinden en de scheepspapieren te kunnen onderzoeken, om na te gaan of het vaartuig of de zich aan boord bevindende personen niet trachten in de Vereenigde Staten, hunne grondgebieden of bezittingen alcoholische dranken in te voeren of deze niet ingevoerd hebben in strijd met de wetten die aldaar van kracht zijn.

Indien dergelijke vragen of een dergelijk onderzoek aanleiding zullen geven tot redelijke gronden van verdenking zal het schip onderzocht mogen worden.

2^o Indien er een redelijke grond bestaat om te gelooven dat het vaartuig tegen de wetten der Vereenigde Staten, hunne grondgebieden of bezittingen waarbij den invoer van alcoholische dranken verboden wordt eene overtreding begaan heeft of bezig is of tracht deze te begaan, zal het schip kunnen worden aangeslagen en opgebracht worden naar een haven der Vereenigde Staten, hunne grondgebieden of bezittingen, opdat er overeenkomstig gezegde wetten eene beslissing genomen worde.

3^o De door dit artikel toegestane rechten zullen niet uitgeoefend worden op een afstand van de kust der Vereenigde Staten, hunne grondgebieden of bezittingen, grooter dan die in een uur kan doorloopen worden door het vaartuig dat

verdacht wordt te trachten deze overtreding te begaan. Ingeval echter de bedoeling zou zijn dat de vloeistof naar de Vereenigde Staten, hunne grondgebieden of bezittingen overgebracht wordt door een ander vaartuig dan het vaartuig dat zou genaderd of onderzocht geweest zijn, dan zou het de snelheid van dit andere vaartuig en niet die van het genaderde vaartuig zijn die zou dienen tot het bepalen van den afstand van de kust af tot waar het uit dit artikel voortvloeiende recht zou kunnen uitgeoefend worden.

ARTIKEL 3.

Geene straf of verbeurdverklaring volgens de wetten der Vereenigde Staten zal toepasselijk zijn op de alcoholische likeuren of op de vaartuigen of personen, uit hoofde van het vervoer van dergelijke likeuren, wanneer deze ingeschreven zullen zijn als zeevoorraad of als lading bestemd voor een buiten de Vereenigde Staten, hunne grondgebieden of bezittingen gelegen haven, aan boord van Belgische schepen die naar een haven van de Vereenigde Staten, hunne grondgebieden of bezittingen reizen of er van komen, of door hunne territoriale wateren varen; en een dergelijk vervoer zal beschouwd worden zooals thans door de wet is voorgeschreven wat den doorvoer betreft van dergelijke likeuren door het Kanaal van Panama, op voorwaarde dat gezegde likeuren op ononderbroken wijze onder zegel worden gehouden, gedurende den tijd dat het schip in gezegde territoriale wateren zal blijven en dat geen enkel gedeelte van gezegde likeuren te eeniger plaatse noch op eenig oogenblik in de Vereenigde Staten op hunne grondgebieden of bezittingen ontscheept worde,

ART. 4.

Elke aanyraag om vergelding ingediend door een Belgisch vaartuig en gegrond op een verlies of schade die het zou ondergaan hebben ten gevolge van het onbehoorlijk of onredelijk uitoefenen der rechten toegekend door artikel II dezer Overeenkomst, of op het feit dat gezegd schip het voordeel van artikel III niet zou hebben mogen genieten, zal voor gezamenlijk onderzoek onderworpen worden aan twee personen waarvan ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen er een zal aanwijzen.

Er zal rekening gehouden worden met de wenken vervat in elk soortgelijk gezamenlijk verslag. Indien men het over geen gezamenlijk verslag eens is kunnen worden, zal de klacht onderworpen worden aan een derden scheidsrechter gekozen door beide Regeeringen; mocht het tusschen hen niet tot een akkoord kunnen komen over de keuze van dezen scheidsrechter, dan zal de klacht onderworpen worden aan het bestendige scheidsgerecht van 's Gravenhage beschreven in de Overeenkomst voor de vreedzame regeling van internationale geschillen gesloten te 's Gravenhage op 18 October 1907. Het scheidsgerecht zal samengesteld zijn overeenkomstig artikel 87 (hoofdstuk IV) en artikel 59 (hoofdstuk III) van gezegde Overeenkomst. De proceduur zal geregeld worden volgens die deelen van hoofdstuk IV en van hoofdstuk III van gezegde Overeenkomst (waarbij bijzondere aandacht zal verleend worden aan artikels 70 en 74 terwijl artikels 53 en 54 uitgesloten zijn) welke door de rechtbank zullen beschouwd worden als toepasselijk en als overeenkomend met de bepalingen van deze schikking. Al de sommen geld die door de rechtbank ter oorzaak eener klacht mogen verleend worden, zullen binnen de achteen maand na den datum der eindbeslissing betaald worden zonder interesten en zonder aftrek, met uitzondering van het hierna bepaalde.

Iedere Regeering voorziet in haar eigen uitgaven. De uitgaven van de recht-

bank worden gedekt door eene proportioneele aftrekking van het totaal der door haar toegekende sommen, op den voet van vijf per cent op gezegde sommen of op een lageren voet, vast te stellen volgens overeenkomst tusschen beide Regeeringen; mocht er een tekort zijn, dan zou dit bij gelijke helften door beide Regeeringen gedekt worden.

ARTIKEL 5.

Deze overeenkomst zal moeten bekrachtigd worden en gedurende een tijdperk van een jaar, te rekenen van den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen van kracht blijven.

Drie maand vóór het verstrijken van gezegd tijdperk van een jaar, zal de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen kennis mogen geven van haren wensch wijzigingen aan de termen der overeenkomst voor te stellen.

Indien er vóór het verstrijken van den bovenvermelden termijn van een jaar geen eensgezindheid bereikt werd over de wijzigingen, neemt de overeenkomst een einde.

Indien er door geen van beide Partijen kennis wordt gegeven van den wensch wijzigingen voor te stellen, blijft de overeenkomst nog een jaar van kracht, en zoo gaat het automatisch voort; maar altijd mits het genot, voor elk dusdanig tijdperk van een jaar, van het recht voor elke partij, zooals hierboven wordt bepaald, wijzigingen aan de overeenkomst voor te stellen drie maanden vóór haar verval en mits het genot van het voordeel der bepaling volgens welke de overeenkomst een einde neemt ingeval er over zulke wijzigingen geen eensgezindheid bereikt werd vóór het verlopen van het tijdperk van één jaar.

ARTIKEL 6.

In geval de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen door een gerechtelijk besluit of door wetgevende beschikkingen zou verhinderd worden aan de bepalingen dezer overeenkomst volle uitwerking te geven, zou gezegde overeenkomst automatisch een einde nemen en, in zulk geval en op het oogenblik, om het even hetwelk, dat deze overeenkomst ophoudt van kracht te zijn, geniet ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen al de rechten die zij zou bezeten hebben ware deze overeenkomst niet gesloten geworden.

Deze overeenkomst zal behoorlijk bekrachtigd worden door Zijne Majesteit den Koning der Belgen, overeenkomstig de constitutioneele wetten van België en door den President der Vereenigde Staten van Amerika op het advies en met de instemming van den Senaat der Vereenigde Staten; en de bekrachtigingen zullen zoo spoedig mogelijk te Washington uitgewisseld worden.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden deze overeenkomst in dubbel exemplaar, in de Fransche en in de Engelsche taal, onderteeekend en er hunne stempels op gedrukt hebben.

Gedaan in de stad Washington op heden, den negenden December, negentien honderd vijf en twintig.

BARON DE CARTIER DE MARCHIENNE.

Frank B. KELLOGG.

